



L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Mercredi 3 mai 2023

On a encore fait le plein le 1^{er} mai, alors non on tournera pas la page !

Ce 1^{er} mai, des millions de travailleurs et travailleuses ont encore défilé pour affirmer leur refus de la réforme des retraites, et plus largement, de toute la politique de Macron et son gouvernement au service des capitalistes. Signe de la force de la mobilisation, c'est la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale que toutes les organisations syndicales défilent ensemble un 1^{er} mai.

La colère contre le gouvernement et sa politique

Malgré l'espace des journées de mobilisation intersyndicales, la contestation se poursuit. Des milliers de travailleurs et syndicalistes, et de jeunes, notamment à l'appel de la coordination nationale étudiante, ont défilé. Mais surtout, pas un seul membre du gouvernement n'a pu sortir sans affronter la colère (et les casseroles) de la population, quand ils ne se sont pas retrouvés dans le noir. Macron a même tenté d'interdire la distribution de cartons rouges et de sifflets aux abords du Stade de France, où il assistait à la finale de la Coupe de France de football. Manque de chance, la justice a cassé cette interdiction, et le président a préféré se cacher dans le local des arbitres pour ne pas se faire huer par le stade !

Une politique raciste pour diviser les travailleurs

Le gouvernement cherche à détourner l'attention en distribuant les promesses : ici quelques primes aux enseignants, là des aides aux personnes handicapées, mais tous se rendent vite compte qu'il n'y a que du vent.

C'est surtout la chasse aux pauvres qui montre le vrai visage de ce gouvernement, notamment à Mayotte, avec son opération « Wuambushu ». Des bidonvilles sont rasés dans une mise en scène raciste pour expulser les populations des îles voisines venues pour fuir une misère encore plus grande, dont la politique coloniale française est la première responsable. Darmanin prend prétexte des violences commises par les bandes qui se développent sur le terreau de la misère pour envoyer ses CRS réprimer la population, et même tirer à balles réelles. C'est une grossière tentative de diversion pour diviser les travailleurs et désigner les immigrés comme des boucs émissaires, alors que la colère gronde contre Macron, le président des patrons.

Après le 1^{er} mai, on continue...

Bien qu'il continue de montrer les muscles, le gouvernement est en difficulté. Preuve en est, l'agence Fitch, une des principales agences au service des capitalistes qui note les États selon leur politique et les profits qu'ils en attendent, a dégradé la note de la France en raison des mouvements sociaux. C'est bien le signe que nous devons continuer, sans attendre le 8 juin comme le propose l'intersyndicale ! Des assemblées générales et coordinations, dont la coordination nationale étudiante, appellent à manifester à nouveau le 4 mai. Il faudra se saisir de toutes les occasions pour continuer à montrer notre colère.

Contre Macron et son monde, le capitalisme !

La presse agite la menace de l'extrême droite en embuscade. Il est sûr que le RN se frotte les mains en voyant le rejet de Macron et de sa politique. Mais celui-ci est tout autant au service du patronat. Certaines bandes de nazillons s'en sont même pris physiquement à des piquets de grève et des manifestations. Derrière les discours qui se prétendent en faveur des classes populaires, le naturel revient au galop. Et ce n'est certainement pas Le Pen présidente qui augmentera les salaires, elle qui s'oppose à la hausse du Smic.

Pour « un monde meilleur », comme beaucoup le chantent en manifestation, c'est bien sur nos luttes qu'il faudra compter. En ne lâchant pas sur les retraites, mais aussi en étendant la mobilisation à tous les autres sujets, des salaires au sous-effectif. Pour faire reculer Macron, il faut s'en prendre à son commanditaire, le patronat. C'est nous, le monde du travail, qui faisons tourner cette société, nous avons les moyens de lui en faire voir de toutes les couleurs !

Une victoire de la lutte

Au musée de l'hôpital de Bicêtre, une exposition vient de s'ouvrir « la pharmacie à l'A-PHP d'hier à aujourd'hui ». Le passé est intéressant mais la réalité d'aujourd'hui, c'est souvent le manque d'effectifs dans les pharmacies. A l'hôpital Beaujon, nos collègues préparateurs(rices) en pharmacie ont dû faire trois semaines de grève contre le sous-effectif et la surcharge de travail. Ils ont obtenu 3 postes d'intérimaires en plus, une surprime de 1200 euros par semestre tant que l'effectif n'est pas au complet, une adaptation de l'activité... Voilà un exemple à suivre !

De l'argent pour la santé, pas pour l'armée

On n'a jamais vu un ou une artiste, vendre aux enchères, des objets lui appartenant, pour financer les dépenses militaires. Mais on en voit qui le font pour les hôpitaux. La chanteuse Nana Mouskouri va mettre en vente aux enchères plusieurs paires de lunettes rectangulaires et 200 robes de scène et d'accessoires de mode au profit de la Fondation des Hôpitaux de France, présidée par Brigitte Macron. Le symbole de la faillite du système de santé qui devrait bénéficier de l'argent public nécessaire.

Le monde à l'envers...

Le nouvel hôpital Paris Nord qui regroupera les hôpitaux Beaujon et Bichat est en construction sur le site de l'ancienne usine PSA de Saint-Ouen. Qui s'occupe de la démolition, du désamiantage et de la dépollution du site ? Le groupe Stellantis, riche à millions, propriétaire de PSA ? Pas du tout : c'est l'AP-HP qui s'occupe de tout y compris quand un morceau de mur tombe sur le trottoir ou quand les voisins se plaignent que : « *les travaux font trembler tout leur immeuble* » comme en décembre.

Sans commentaire

Les soignants sont bien placés pour connaître les raisons de la situation dramatique dans les hôpitaux.

Une enquête vient d'être publiée : 73 % des soignants expliquent la détérioration du système de soins par la surcharge de travail, 46 % par le manque de moyens mis à disposition et 39 % par le moral en berne des soignants. Conséquence, comme le résume une revue : « *la crise globale du système de santé en France pèse largement sur les conditions de travail des praticiens et sur les soins apportés aux patients* ».

Non au racket

Pour trouver de l'argent, de plus en plus d'hôpitaux font payer les parkings aux patients et aux visiteurs. Payer sa place de parking pour se faire soigner ou rendre visite : un comble !

Internes : ton univers impitoyable...

Ils sont 30 000 en France, représentent jusqu'à 40 % des effectifs médicaux hospitaliers, et signent jusqu'à 70 % des prescriptions. Ce sont les Internes. Payés 5,42 euros de l'heure, ils font face aux engorgements des services d'urgence, les fermetures de maternité et des lits. Ils étaient en lutte la semaine dernière. Pas étonnant avec ces conditions de travail que 26 % d'entre eux ont des symptômes dépressifs, des idées suicidaires d'autant plus que 70 % dépassent les 48 heures de travail par semaine...

Non aux discriminations

Le gouvernement comme la droite ou l'extrême droite tirent à boulets rouges contre l'immigration. Depuis plusieurs années, ils limitent ou souhaitent supprimer un des seuls droits qu'ils aient : le droit à la santé avec l'AME (l'Aide Médicale d'État) réservée aux personnes sans titre de séjour. Il est de plus en plus difficile de l'obtenir. Conséquences : 64 % des personnes interrogées ont des difficultés pour se soigner faute de couverture de santé. Parmi elles, 7 sur 10 ont renoncé aux soins.

Avec ou sans papiers, droit à la santé pour tous !

Non au parcours du combattant ! Laissez nos collègues travailler

Une pédiatre, d'origine tunisienne, travaille dans un hôpital du Val d'Oise depuis 5 ans. Elle vient de recevoir une OQTF (Obligation de quitter le territoire français), son titre de séjour n'ayant pas été renouvelé. Les médecins étrangers à diplôme hors Union Européenne sont des milliers en France : 4500 dossiers ont été déposés par ces médecins pour régulariser leur situation. C'est un parcours du combattant.

Grace au travail de ces médecins, l'hôpital, tant bien que mal, est arrivé à tourner y compris durant le COVID. Ils doivent pouvoir travailler, avec des papiers, sans tracasserie administrative.

Non à la fermeture du centre de loisirs à Beaujon

La direction de l'AP-HP nous explique partout qu'elle fait tout pour attirer et fidéliser le personnel. A l'hôpital Beaujon, elle vient de décider, pourtant, la fermeture programmée du centre de loisirs qui permet aux parents de trouver une solution de garde de leurs enfants près de leur lieu de travail A l'hôpital, plus ça va... Moins ça va ! Non à la fermeture.